

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# Protestation mondiale pour faire entendre raison à Amnistie Internationale

mercredi 24 mars 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mars 2010).

---

## Protestation mondiale pour faire entendre raison à Amnistie Internationale

**Lundi 22 mars 2010**

*Des gens du monde entier, parmi lesquels des militants bien connus des droits humains, des intellectuels et des groupes citoyens, ont soutenu une pétition mondiale exigeant d'Amnistie Internationale que l'organisation donne des éclaircissements publics et rende des comptes.*

Parmi les signataires connus figurent : Salman Rushdie, Michael Walzer ; Amitav Ghosh ; Malalai Joya, (Membre du Parlement Afghan, suspendue de ses fonctions pour avoir critiqué les seigneurs de la guerre). ; D<sup>r</sup>. Nawal El Sadaawi (Ecrivaine et ancienne détenue politique) Egypte. ; Martha Nussbaum (Professeur de Droit, Université de Chicago ; co-fondatrice de l'Association pour le Développement Humain et de ses Aptitudes avec Amartya Sen) USA. ; D<sup>r</sup>. Yakin Erturk (Ex-Rapporteuse Spéciale auprès de l'ONU sur la Violence Contre les Femmes, et Membre du Bureau de l' UNRISD). Turquie : I. A. Rehman et Iqbal Haidar (membres éminents de la Commission des Droits Humains du Pakistan) ; Farida Shaheed (Experte Indépendante auprès de l'ONU sur les Droits Culturels et Directrice du Centre de Recherche Shirkat Gah) Pakistan ; Jodie Evans (militante pour l'environnement et membre fondatrice de CODEPINK, Femmes pour la Paix) US ; Nayantara Sahgal (écrivaine et ex ambassadrice de l'Inde en Italie) Inde ; Romila Thapar (Historienne de l' Inde Ancienne) Inde ; Madanjeet Singh (Ambassadeur de Bonne Volonté auprès de l'UNESCO et fondateur de la Fondation pour l'Asie du Sud) ; Ramachandra Guha (historien, tient une colonne régulière dans The Telegraph à Calcutta.) [voir ci dessous une plus large liste de signataires connus.]

- Le 7 février 2010, Gita Sahgal, Chef de l'Unité de Genre au Secrétariat International d'Amnistie Internationale à Londres, questionnait publiquement l'alliance problématique d'Amnistie Internationale avec Moazzam Begg et son organisation Prisonniers en Cage dont la position envers les Taliban est des plus ambiguë.
- G.Sahgal soulevait une question de principe qui est fondamentale 'quant à l'importance pour le mouvement des droits humains de garder une distance objective vis à vis de groupes et d'idées qui prônent la discrimination systématique'.
- Ce principe ne remet nullement en cause ni ne contredit la campagne que mène Amnistie Internationale contre les violations des droits humains fondamentaux qui ont eu lieu à Guantanamo

et ailleurs.

- Au lieu de répondre à ces graves interrogations par une enquête / ou d'engager un débat démocratique – à la fois en interne et public, Amnistie Internationale a suspendu Gita Sahgal de ses fonctions et a publiquement confirmé son alliance avec Begg. Ceci constitue une compromission vis à vis de ses propres valeurs essentielles.

En réponse à la pétition, ainsi que dans ses déclarations publiques récentes, Amnistie Internationale a utilisé le concept de 'dijhad défensif' pour justifier son soutien à Begg.

Voir le texte complet de la Pétition Mondiale à Amnistie Internationale : [Pétition globale à Amnistie internationale : Restaurez l'intégrité des droits humains](#)

Pour signer cette pétition ouverte à tous, aller à l'adresse suivante : <http://www.human-rights-for-all.org/spip.php?article15>

---

***Parmi d'autres signataires connus, on trouve :***

Rhonda Copelon (Directrice de IWHR (International Women's Human Rights Law Clinic, City University of New York) USA

Meredith Tax (Ecrivaine et organisatrice féministe ; Présidente de Women's WORLD). USA.

Michael Walzer (Sciences Politiques à l' Institute for Advanced Study, Princeton, NJ, et Editeur du magazine Dissent). US.

Salman Rushdie (écrivain intrnationalement connu ; a reçu le Booker Prize).

Amitav Ghosh (Ecrivain et Professeur de Littérature Comparée à Queens College, NY ; a reçu le Prix Padma Sri du Gouvernement Indien). USA et Inde.

Malalai Joya, (Membre du Parlement Afghan, suspendue de ses fonctions pour avoir critiqué les seigneurs de la guerre), Afghanistan.

D<sup>r</sup>. Nawal El Sadaawi (médecin, écrivaine et ancienne détenue politique) Egypte.

Martha Nussbaum (Professeur de Droit, Université de Chicago ; co fondatrice avec Amartya Sen de Human Development and Capabilities Association) USA.

D<sup>r</sup>. Yakin Erturk (Ex- Rapporteuse Spéciale auprès de l'ONU sur les Violences Contre les Femmes et Membre du Bureau de l' UNRISD). Turquie

I. A. Rehman et Iqbal Haidar (Membres éminents de la Commission des Droits Humains du Pakistan) Pakistan

Farida Shaheed (Experte Indépendante auprès de l'ONU sur les Droits Culturels Directrice de Recherche à Shirkat Gah). Pakistan

Gayatri Chakravorti Spivak (Théoricienne de la Littérature et Professeure à l'Université Columbia, Professeure Invitée au Center for Studies in Social Sciences, Calcutta) USA et Inde.

Marieme Helie-Lucas (Sociologue algérienne et Fondatrice de Women Living Under Muslim Laws, et coordinatrice de Secularism is a Women's Issue, siawi.org). Algérie et France.

Charlotte Bunch (Fondatrice du Center for Women's Global Leadership à l'Université Rutgers, NJ). USA.

Rosalind Petchesky (Professeure d'Etudes sur les Femmes et Sciences Politiques, Hunter College et Graduate Center à la City University of New York et boursière universitaire MacArthur ) USA.

Katha Pollitt (Poète, tient une colonne à The Nation) USA

Judy Norsigian (Co fondatrice et Directrice du Boston Women's Health Collective qui a publié Nos Corps Nous Même) USA

Jodie Evans (Militante pour l'environnement et Membre fondatrice de CODEPINK, Women for Peace) USA

Kum-Kum Bhavnani (Cinéaste) USA

Gila Svirsky (Militante féministe pour la paix, co-fondatrice de Femmes En Noir et de la Coalition des Femmes pour une Paix Juste) Israel

Sonia Correa (Associée de Recherche à ABIA - Brazilian Interdisciplinary Association for AIDS, et Coordinatrice de DAWN pour la Recherche sur les Droits et la Santé Reproductive et Sexuelle) Brésil

Carole Vance (Professeure Associée en Sciences Socio Médicales, Mailman School of Public Health, Columbia University) USA

Steven Lukes (Professeur de Politiques et Sociologie, New York University) USA

Tom Harrison (Co-Directeur, Campagne pour la Paix et la Démocratie) USA

Patricia McFadden (Editrice de SAFERE, Revue Féministe d' Afrique Australe) Zimbabwe

Cynthia Fuchs Epstein (Professeur en Sociologie à Graduate Center, City University of NY) USA

Kristen Booth Glen (Substitut au Tribunal de Manhattan ; ex Doyenne de la Faculté de Droit de City University of New York). USA.

Mariella Sala (Ecrivaine, ex Directrice de RELAT, réseau Latino Americain d'écrivaines ; the Latin American Press Agency ; et l'association de femmes Flora Tristan) Pérou

Virginia Vargas (Sociologue ; fondatrice de l'association de femmes Flora Tristan, et ex Coordinatrice pour l'Amérique Latine à la Conférence des Nations Unies sur les Femmes à Pékin en 1995). Pérou.

Dubravka Ugresic (Ecrivaine, originellement de Croatie ; a reçu de nombreux prix en Europe). Pays Bas.

Wanda Nowicka (organisatrice féministe polonaise ; co-fondatrice et Directrice de la Fédération pour les Femmes et la Planification co-fondatrice de ASTRA, the Central and Eastern European Women's Network for Sexual and Reproductive Health and Rights) Pologne

Dan Connell (Enseignant Emérite en Journalisme et Politiques Africaines, Simmons College, Boston)

USA

Lynne Segal (Ecrivaine et militante féministe ; Professeure de Psychology et d'Etudes sur les Femmes, Birkbeck College, Londres.) Royaume Uni.

Doug Ireland (Journaliste d'investigation et défenseur des Droits des Gays). USA

Nayantara Sahgal (écrivaine et ex ambassadrice de l'Inde en Italie) Inde

Romila Thapar (Historienne de l'Inde Ancienne) Inde

Lilian Halls-French, Présidente de l'Initiative Féministe Européenne (IFE-EFI) France

J. Sri Raman (journaliste et militant pour le Paix) Inde

Jean-Marie Matagne (ex candidat à la Présidence, Président d' Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire -ACDN) France

Madanjeet Singh (Ambassadeur de Bonne Volonté auprès de l'UNESCO et Fondateur de la Fondation pour l'Asie du Sud) Inde

Kamla Bhasin (Co-Présidente, PeaceWomen Across the Globe) Inde

Hameeda Hossain (South Asians For Human Rights) et ASK (Ain O Salish Kendra organisation des Droits des Femmes) Bangladesh

Yvonne Deutsch (co fondatrice de Femmes En Noir, Jerusalem, et Fondatrice du Centre Féministe à Jerusalem) Israel

Shabnam Hashmi (fondatrice de Act Now for Harmony and Democracy -Anhad) Inde

Kushi Kabir (Féministe et fondatrice de Nijrera Kori, organisation féminine de masse) Bangladesh

Harsh Mander (ex représentant de l'Etat et fondateur de Aman Biradari) Inde

Andrej Grubacic (de Global Balkans Network) USA

Sunanda Sen (économiste) Inde

Kumudini Samuel (Collectif Femmes et Media) Sri Lanka

Uma Chakravarti (Historienne féministe et militante des droits humains), Inde

Amit Bhaduri (Professeur Emérite à Jawaharlal Nehru University, Delhi) Inde

Caroline Fourest (Ecrivaine et journaliste, Editrice de la revue Prochoix) France

Anand Patwardhan (documentariste et militant pour la paix) Inde

Sooni Taraporevala (scénariste) Inde

Bruce Portugal Amoroto (Diversity and Equality) Philippines

Sonia Jay Wright (Réseau Mulher & Democracia) Brésil

Houzan Mahmoud (militante Kurde des droits des femmes et pour la paix , et co-fondatrice de la Coalition Irakienne pour les Droits des Femmes) Irak

Martha Villanueva / [www.gruposaf.org](http://www.gruposaf.org)

Rina Nissim (Militante Santé des Femmes, Editrice) Suisse

Stasa Zajovic (Fondatrice Femmes en Noir-Belgrade) Serbie

Ramachandra Guha (historien, tient régulièrement une colonne dans The Telegraph de Calcutta.) Inde

Lino Veljak, Université de Zagreb, Croatie

Asghar Ali Engineer (Directeur, Centre pour l'Etude de la Société et de la Laïcité) Inde

Sultana Kamal (Directrice Ain O Salish Kendra et ex- Conseiller du Gouvernement du Bangladesh .) Bangladesh

Tanvir Mokammel (cinéaste) Bangladesh

Mazher Hussain (Directeur, Confederation of Voluntary Agencies -COVA) Inde

Jameela Nishat (féministe et poète) Inde

Gautam Navlakha (Consultante éditoriale, Economic and Political Weekly, Bombay membre de People's Union for Democratic rights)

Ruth Vanita (Féministe et écrivaine, ex co-éditrice de la revue Manushi)

Kavita Srivastava (Secrétaire de People's Union for Civil Liberties) Inde

Deniz Kandiyoti (Enseignante dans le Département des Sciences Sociales, et Présidente du Centre sur l'Asie Centrale et le Caucase Contemporains à School of Oriental and African Studies, Université de Londres.) Royaume Uni

Pierre Pradervand (écrivain et fondateur de Vivre Autrement) Suisse

Mohammad Tahseen (Directeur, South Asia Partnership-Pakistan) Pakistan

Sheema Kermani (Danseuse, et féministe. Fondatrice du groupe Tehrik e Niswan) Pakistan

Sheba Chhachhi (artiste, photographe, militante féministe et écrivaine) Inde

Zoya Hasan (Professeure de Sciences Politiques à Jawaharlal Nehru University) Inde

D<sup>r</sup> Abid Suleri (Directeur de l'Institut de Développement Durable -SDPI Islamabad) Pakistan

Sonia Jabbar (écrivaine, journaliste, photographe et cinéaste) Inde

Nira Yuval-Davis (Directrice de Recherche au Centre sur la Migration, les Réfugiés l'Appartenance, University of East London) Royaume Uni

Babu Gogineni (Directeur International de International Humanist and Ethical Union) Inde

Tarek Fatah (militant politique, écrivain et commentateur radio) Canada et Pakistan

Kumudini Samuel (Women and Media Collective) Sri Lanka

Sumit Sarkar (Professeur d' Histoire à l' Université de Delhi et membre fondateur de Subaltern Studies Collective) Inde

Tanika Sarkar (Professeur d' Histoire à Jawaharlal Nehru University) Inde

Dilip Simeon (Historien du Travail et fondateur de Aman Trust) Inde

Githa Hariharan (écrivaine et éditrice) Inde

Urvashi Butalia (Militante féministe et fondatrice de Zubaan Books) Inde

Deepa Dhanraj (Féministe and documentariste) Inde

Pragna Patel (Southall Black Sisters) Royaume Uni

Farooq Tariq (Parti du Travail) Pakistan

Jessica Almy-Pagán, Universidad de Puerto Rico en Arecibo

Pamela Philipose (Journaliste et Directrice de Women's Feature Service) Inde

Meghna Guhathakurta (Universitaire) Dhaka, Bangladesh

Subhashini Ali ( Présidente de All India Democratic Women's Association - AIDWA), Inde

Javed Anand (Secrétaire Général de Muslims for Secular Democracy( Musulmans pour une Démocratie Laïque) et Co-editor de Communalism Combat ; Founding Trustee, Citizens for Justice and Peace , Bombay) Inde

Karamat Ali (Co Directeur, Pakistan Institute of Labour Education and Research, et Membre fondateur de Pakistan Peace Coalition) Pakistan

Ruchir Joshi (écrivain et cinéaste) Inde

Prof. Kamal Chenoy (Président, Centre for Comparative Politics & Political Theory, Jawaharlal Nehru University) Inde

D<sup>r</sup> John Dayal (ex journaliste, et Secrétaire Général de All India Christian Council) Inde

Nick Cohen (journaliste, auteur, et commentateur politique) Royaume Uni

Kalpana Kannabiran (Asmita Collective) Inde

Tahir Mahmood (Juriste et Membre de Law Commission of India) Inde

Peter Waterman (écrivain, universitaire, initiateur de Global Labour Charter) Pays Bas

Cherifa Kheddar (Présidente « Djazairouna » association des familles de victimes du terrorisme islamiste) Algérie

Harsh Kapoor (Fondateur de South Asia Citizens Web) France et Inde

Organisations :

Association for Women's Rights in Development (AWID), International

Baobab for Women's Human Rights, Nigeria

Center for Women's Global Leadership (CWGL), US

Fundacion Arcoiris por el respeto a la diversidad sexual, Mexico

I-NFORM, Sri Lanka

MADRE, US

Marea (Revue Feministe), Italie

Revolutionary Association of the Women of Afghanistan (RAWA), Afghanistan/Pakistan

Secularism is A Women's Issue (SIAWI), International

Urgent Action Fund for Women's Human Rights, US

Women Against Fundamentalism, Royaume Uni

Women Living Under Muslim Laws (WLUML), International

Et 1500 signataires de plus....

*Adressé aux media par Human Rights For All Campaign.*

---

## **Pétition globale à Amnistie internationale : Restaurez l'intégrité des droits humains**

**Samedi 13 février 2010**

Comme organisations et comme personnes qui défendons et soutenons l'universalité des droits humains, nous avons constaté avec inquiétude la suspension de Gita Sahgal, qui est à la tête de l'unité genre au Secrétariat international d'Amnistie internationale à Londres, pour avoir remis en question le partenariat d'Amnistie internationale avec des personnalités dont l'attitude politique envers les Talibans est ambiguë.

Nous appartenons à des communautés qui reconnaissent et apprécient le travail d'Amnistie internationale dans sa défense des droits humains et des droits des femmes dans le monde entier. Beaucoup d'entre nous travaillent étroitement avec Amnistie internationale et ses campagnes à des niveaux divers.

Nous croyons que Gita Sahgal, a soulevé un point de principe fondamental « au sujet de l'importance pour le mouvement des droits humains de maintenir une distance objective envers des groupes et

d'idées engagés dans une discrimination systématique ».

Cette question de principe est cruciale au moment actuel, où « la guerre contre la terreur » menée par les Etats-Unis entraîne une suspension des droits humains et une surveillance accrue des individus et des politiques concernant le corps. L'ironie de la chose est que le langage des droits humains et de leurs défenseurs est repris par l'alliance US/OTAN dans ses efforts pour légitimer un impérialisme renaissant. Tout aussi inquiétant est que ce langage est aussi récupéré par des organisations qui adoptent des formes de politique extrémistes et violentes basées sur l'identité. L'espace se réduit dans lequel on pourrait remettre en question l'une comme l'autre de ces récupérations, et les droits humains sont pris en otage par de vastes programmes politiques autoritaires des états aussi bien que des communautés.

Dans ce contexte, il est crucial pour les défenseurs et les organisations des droits humains de définir clairement les principes et les valeurs essentielles qui ne sont pas négociables. Notre engagement à nous opposer, entre autres, à l'islamophobie, au racisme, à la misogynie et à la xénophobie ne devrait à aucun moment brouiller notre identification des programmes sociaux et politiques autoritaires, souvent fascistes, de certains des groupes qui subissent des violations de droits humains de la part des grandes puissances.

La question de principe plus large que nous soulevons ici, qui nous concerne tous comme défenseurs des droits humains de différentes parties du monde. Beaucoup d'entre nous qui travaillons pour défendre les droits humains dans un contexte de conflit et de terrorisme connaissent l'importance de maintenir une distance claire et visible envers des partenaires et des alliés potentiels, quand il existe le moindre doute sur leur engagement envers les droits humains. Vu les circonstances dans lesquelles des questions portant sur le partenariat avec Prisonniers en cage semblent s'être posé, nous estimons qu'Amnistie internationale aurait dû s'abstenir de leur fournir une plateforme. Il aurait été possible pour Amnistie internationale de faire campagne contre les violations des droits humains fondamentaux qui ont eu lieu à Guantanamo et ailleurs, sans faire des alliances qui compromettent les valeurs essentielles d'Amnistie internationale, tout comme l'ont fait d'autres organisations de droits humains.

L'histoire nous a montré de manière répétée que des organisations anti-démocratiques peuvent manipuler, et de fait manipulent, l'information et leur propre représentation pour un avantage politique étroit. Dans toute situation ambiguë, nous estimons que le bénéfice du doute aurait dû être accordé aux membres du personnel d'experts d'Amnistie internationale. Nous estimons que dans ce cas-ci, on a manqué de respect pour les opinions exprimées par Gita Sahgal, qui est un cadre du personnel, et on a failli au fonctionnement crucial de démocratie interne, au Secrétariat d'Amnistie internationale.

Ce qu'il faut est un débat démocratique, aussi bien interne que dans la sphère publique, sur les principes des droits humains qui doivent guider Amnistie internationale et nous tous pour déterminer nos alliances. Nous devons nous assurer que les partenariats que nous formons correspondent aux valeurs essentielles des droits humains d'égalité et d'universalité. Notre responsabilité dans ce domaine, interne et externe, dans toutes nos diverses sections, ne peut pas être mise en jeu. Il faut un examen rigoureux des partenaires potentiels. Vu les situations complexes dans lesquelles nous travaillons, ce qu'il faut est un débat ouvert, pas la censure et la fermeture de la discussion concernant ces questions importantes. Déplacer le débat et le transformer en une discussion sur « L'Autre » et la « diabolisation » des prisonniers de Guantanamo, c'est simplement obscurcir les vrais problèmes en jeu. C'est mettre en danger le travail qu'Amnistie internationale essaie de faire en Afghanistan et ailleurs. Malheureusement, c'est aussi ne pas répondre aux questions très sérieuses qui ont été posées et pour lesquelles nous demandons aussi des réponses.

Dans le contexte actuel, « d'engagement constructif » avec les Talibans, comme cela a été proposé à la Conférence récente sur l'Afghanistan à Londres, nous avons l'obligation d'assurer que nous ne troquons pas les droits humains de minorités et des femmes pour « la paix ». Il y a suffisamment d'exemples récents de telles tentatives qui montrent que ces accords sont une chimère et ne résultent ni dans la paix, ni la sécurité. Quelle que soit la nature de « l'engagement » avec des groupes autoritaires, quels que soient les partenariats et les alliances dans lesquels nous entrons avec des personnalités ou des organisations impliquées dans un tel « engagement », l'engagement envers les droits humains, qui sont universels et indivisibles, doit être vérifié et ceux ci doivent rester centraux et non-négociables pour les organisations et les défenseurs des droits humains.

Nous faisons appel à Amnistie internationale pour qu'elle clarifie et affirme publiquement son adhésion à ce qu'il y a ci-dessus, dans tous les domaines de son travail ; et démontrer son obligation d'être elle-même publiquement responsable, comme elle l'a si souvent exigé d'autres.

Nous assurons Gita Sahgal de notre solidarité et de notre soutien, qui est bien connue et largement respectée internationalement pour son militantisme des droits humains reposant sur des principes, pour sa position courageuse en soulevant cette question à l'intérieur et à l'extérieur d'Amnistie internationale.

*Rédigé et initié par :*

D<sup>r</sup>. Amrita Chhachhi, Programme Femmes, Genre et développement, Institut des sciences sociales de La Haye, membre de Kartini Asie, réseau d'études femmes/genre.

Sara Hossain, Avocate, Cour Suprême du Bangladesh

Sunila Abeysekera, INFORM Centre de Documentation sur les droits humains, Sri Lanka

---